



09 février 2012

Sarkozy-Merkel à Antenne 2

C'est reparti de plus fort ! Ah l'Allemagne ! Le modèle, le rêve de Sarkozy et du M.E.D.E.F. cache la dure réalité vécue par le peuple allemand.

La baisse du « coût du travail » fait des ravages, 12 millions d'allemands et 1 enfant sur 6 vivent sous le seuil de pauvreté. La baisse des salaires et des pensions, les lois de 2008 sur les contrats de travail et le chômage partiel ont générés 6,5 millions de travailleurs précaires.

660 000 retraités de 65 à 75 ans sont obligés de compléter leur revenu par de petits boulots pour pouvoir vivre. Voilà le « modèle » que Sarkozy et ses sbires vantent à longueur d'antennes et dans la presse économique au service du capital.

La situation est identique en France, les objectifs sont les mêmes, baisser le « coût du travail » est devenu la règle, assénée jour après jour pour la rendre incontournable.

Nous en subissons les conséquences sociales : salaires, pensions, allocations en baisse. La pauvreté atteint 10 millions de personnes, le chômage explose, la précarité s'étend, le système de santé, l'éducation, les services publics sont petit à petit privatisés et soumis à rentabilité pour le profit.

Il n'est donc pas étonnant que les deux premières puissances capitalistes d'Europe agissent ensemble pour imposer leur politique aux peuples de la zone. Cette stratégie vise à faire croire qu'il n'y a pas d'autre solution et qu'il va falloir aller plus loin. Il faut poursuivre la baisse du « coût du travail », aligner la fiscalité des entreprises, flexibiliser à outrance les contrats de travail, déréglementer le droit du travail, avec en ligne de mire le code du travail, les statuts et les conventions collectives. C'est l'exigence du capital.

Les pressions exercées sur les gouvernements grec, italien, portugais, espagnol accusés de ne pas aller assez vite et assez loin, témoignent de la volonté du couple à régenter toute la zone euro.

C'est le sens du nouveau pacte de discipline budgétaire européen, adopté par 25 des 27 chefs d'Etats Européens pour mettre sous tutelle les budgets nationaux.

F. Hollande veut rencontrer A. Merkel, pour lui rappeler s'il en était besoin que les « socialistes » au pouvoir en Europe ont toujours fait et continuent à faire le travail quel que soit le pouvoir en place. Les politiques d'austérité dictées par le capital ont été appliquées partout. Les peuples qui souffrent et les profits capitalistes explosent.

Il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là, ni des autres d'ailleurs... chaque candidat y va de son couplet : revoir le rôle des banques, fermer les frontières, sortir de l'euro... mais aucun ne remet en cause le capitalisme, la racine du mal. Aucun n'appelle à la lutte, seul moyen pour changer. Les travailleurs se mobilisent, des luttes puissantes se poursuivent en Grèce, en Roumanie et d'autres pays d'Europe de l'Est, en Belgique, Italie, Espagne, France, Grande Bretagne. Ces luttes sont le seul obstacle, le seul, au capitalisme. Les poursuivre, les amplifier c'est la condition première pour s'opposer et abattre le capitalisme pour s'opposer à lui et le vaincre. C'est le but de « Communistes ».